

le monde

# Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°640 JEUDI 4 DÉCEMBRE 1986 8,00 F

## Les lycéens et les étudiants se mobilisent...



# ET VOUS ?

### Editorial

**A**L'HEURE où paraîtra ce numéro du « Monde libertaire », le mouvement étudiant et lycéen se préparera une nouvelle fois à descendre dans la rue après l'énorme succès des manifestations qui, un peu partout en France, ont rassemblé 500 000 personnes le jeudi 27 novembre. En une semaine, nul ne peut dire comment la situation et la mobilisation peuvent avoir évoluées, tant il est vrai que de tels mouvements sont les premiers surpris de leur propre ampleur. A l'évidence, le projet Devaquet, qui en a servi de détonateur, révèle également un malaise bien plus profond sur lequel ne manqueront pas de se pencher les sociologues.

En attendant, c'est l'ensemble de la classe

politique qui essaye de prendre pied. Sans beaucoup de succès jusqu'à présent. Si l'U.N.E.F.-I.D. ne joue pas un rôle aussi directif qu'à l'évidence elle souhaiterait, ou si S.O.S.-Racisme se cantonne au rôle de soutien logistique des lycéens, c'est aux seules volontés et capacités d'auto-organisation des lycéens et des étudiants qu'on le doit.

Désormais, avec l'ajournement du projet, ce mouvement est confronté aux problèmes de sa propre durée et de la gestion de la situation maintenant créée. Le gouvernement table sur le temps et l'usure de la mobilisation, restant maître du moment et de la manière de faire passer sa réforme. L'opposition, interlocutrice privilégiée, a tout à y gagner, ses organisations politiques et syndicales étant par nature adaptées à des luttes de longue haleine au travers desquelles elle peut retrouver la direction d'un mouvement qui pour l'instant lui échappe. Les lycéens et les étudiants sauront-

ils résister à cette usure, en gagnant l'ensemble de la communauté scolaire et universitaire à leur lutte ou l'apathie va-t-elle retomber sur l'université, c'est à cette question que le mouvement doit répondre dans les semaines et les mois à venir.

Une chose en tout cas est bien réelle et tangible : la reculade que le gouvernement a du consentir immédiatement sur le projet Devaquet montre que la mobilisation et la lutte aujourd'hui peuvent payer. A l'heure des attaques contre la Sécurité sociale, de la remise en cause des prestations de santé (remboursement moindre des médicaments, de certaines interventions chirurgicales « bénignes » et jusqu'à la remise en cause du remboursement de l'I.V.G.), à l'heure du renforcement de la discrimination raciale, à l'heure où les appétits patronaux ne connaissent plus de limite, la jeunesse des facs, des lycées et des collèges montre à tous la voie à suivre.

F°P. 2520













## ALGÉRIE

## L'essoufflement d'un développement

**S**CHÉMATIQUEMENT, on peut dire qu'il existe deux grands types de stratégie de développement. Le premier, mis en œuvre par les Nouveaux Pays industrialisés (N.P.I., par exemple : Corée du Sud, Hong-Kong, Taiwan, Singapour) mais aussi dans certains pays de l'O.P.E.P., consiste en une extraversion radicale de l'économie nationale, en un appel massif aux multinationales, en une croissance exclusivement tirée par les exportations. Ce modèle tire profit d'une large absence de protection sociale, d'une main-d'œuvre massive et très faiblement rémunérée, d'un syndicalisme inexistant : il s'agit d'un développement inspiré d'un libéralisme de type XIX<sup>e</sup> siècle (dix-neuviémiste) dans laquelle la sauvagerie de l'Etat-gendarme garantit aux capitalistes la paix des cimetières.

Second modèle de développement : un modèle plus autocentré, reposant sur la maîtrise par le pays considéré des outils de sa croissance (nationalisation...), et tourné, à priori, non vers l'exportation mais vers la satisfaction de son marché intérieur. L'Algérie s'est longtemps prévalu d'avoir plutôt mis en pratique ce second type de stratégie : nationalisations des hydrocarbures en 1971, adhésion dans les années 70 aux thèses de Bernis sur les « industries industrialisantes ».

Mais il faut bien admettre, aujourd'hui, que l'autoritarisme étatique, le souci de coller au modèle soviétique, le choix du tout-pétrole contre un autocentrage effectif, ont conduit l'Algérie à l'impasse. Les événements récents de Constantine et de Sétif, tout comme les troubles dans la casbah d'Alger en 1982, constituent les symptômes saillants de l'essoufflement d'un mode de développement en définitive trop soumis au marché capitaliste mondial et aux dogmes néostalinien.

## Déséquilibres intérieurs

Le choix du gouvernement Boumediène, après l'indépendance, fut donc simple et clair : élaborer une stratégie de développement fondé sur le binôme hydrocarbure-industrie lourde. La priorité donnée à l'industrie lourde, référence explicite au modèle de développement soviétique des années 30, visait à doter le pays d'une base industrielle capable avant tout, non pas de substituer

des produits locaux aux produits importés (le développement autocentré était ainsi de facto repoussé aux calendes grecques), ni d'accroître les exportations, mais d'engendrer d'autres industries (mécanisme des industries industrialisantes).

Le problème, c'est que l'on sacrifia alors l'agriculture sur l'autel du décollage de l'industrie lourde. Parent pauvre des programmes d'investissements des années 70, elle n'a reçu que la portion congrue dans les plans successifs (moins de 15% dans les prévisions, moins de 5% dans les faits). En même temps, l'implantation industrielle s'est souvent effectuée sur de bonnes terres agricoles et l'Algérie, qui n'en avait déjà pas beaucoup, a perdu ainsi au minimum 250 000 hectares. Conséquence : alors que la démographie devient galopante (l'accroissement de la population se fait au rythme de 31,58 pour mille, et 60% des habitants ont moins de 20 ans), l'autosuffisance alimentaire ne cesse de décliner.

L'Algérie importe près des deux tiers de ses besoins alimentaires. On voulait, grâce à l'industrie lourde, progresser vers l'indépendance économique. Aujourd'hui la dépendance alimentaire est dramatique. Par ailleurs, la productivité n'a jamais décollé. Le gouvernement Boumediène avait choisi l'édification de très vastes ensembles industriels, au détriment d'unités de taille plus modeste mais plus humaine. L'échec est patent. Cimenteries, unités sidérurgiques, usines d'engrais... produisent encore parfois entre 40 et 60% de leur capacité.

Le système de planification ultra-centralisé (toujours le modèle soviétique) et l'organisation du travail fortement hiérarchisée ont contribué à épuiser rapidement bien des enthousiasmes. Le « laisser-aller » est très réel. Pour ne prendre qu'un exemple, de janvier à juillet 1985, le service public des chemins de fer a totalisé la bagatelle de 106 déraillements, soit près d'un train tous les deux jours, pouvait-on lire dans *Algérie-Actualité* de novembre 1985. Mais comment

de 1986 sonne le glas d'une amélioration du niveau de vie de la population. La satisfaction de certains besoins sociaux urgents est ainsi retardée. La situation demeure aussi dramatique en matière de logement : il faudrait en construire 250 000 par an alors qu'on a seulement atteint 95 000 en 1985.



s'étonner qu'une absence totale de responsabilité donnée aux travailleurs, dans un modèle d'organisation ultra-centralisée et autoritaire ne produise pas ces résultats ?

## Un colosse aux pieds d'argile

Ne soyons pas outrageusement caricatural et partial. Le développement algérien ne se réduit pas à une suite d'échecs. Au regard du Maroc voisin qui a choisi un autre type de croissance, entièrement soumise au capitalisme, et en considérant que les deux pays étaient à peu près à égalité au début des années 60, force est bien de constater que l'Algérie s'en est mieux tirée. Elle connaît maintenant un produit intérieur brut (P.I.B.) double de celui du Maroc, une industrie plus importante de 75%, une consommation par habitant de 35% supérieure, des investissements bruts 3,6 fois supérieurs, des dépenses gouvernementales supérieures de 60%. La politique algérienne d'endettement international est demeurée jusqu'à présent assez prudente.

Malgré tout, l'Algérie semble aujourd'hui tel un colosse aux pieds d'argile, connaissant toutes les fragilités d'une économie pétrolière. Rappelons que pendant vingt ans, la valorisation et la diversification des ressources d'hydrocarbures ont constitué pour le gouvernement Boumediène « la » priorité. Les hydrocarbures représentent, depuis des années, environ 98% de la valeur des exportations du pays. Cette stratégie de mono-exportation est désormais très gravement menacée par l'effondrement des prix du pétrole : de 26 dollars le baril en 1981, il passe à 15 dollars le baril en 1986. En plus, la baisse du dollar ne fait qu'aggraver cette chute des prix.

L'Algérie espérait pour 1986 des recettes d'exportation d'hydrocarbures de l'ordre de 64 milliards de dinars (un dinar = 1,6 francs). Elle est contrainte de tabler maintenant sur 40 milliards de dinars, en faisant l'hypothèse d'un baril à 17 dollars. Il faut bien convenir de l'extrême fragilité d'une stratégie de développement basée sur une mono-exportation, c'est-à-dire extrêmement dépendante, encore une fois, du marché capitaliste mondial des matières premières.

## Une austérité catastrophique

Conséquence de l'effondrement de la rente pétrolière, la loi de finances complémentaires

La politique de Chadli (dégel des relations avec Washington, ouverture au secteur privé, refus d'éponger les déficits des entreprises nationales) est une réorientation du système économique vers davantage de libéralisme. Elle n'a pour l'instant réussi qu'à solidifier une austérité dramatique, que les manifestants de Sétif et de Constantine entendaient dénoncer. La cherté de la vie touche désormais toutes les classes sociales. Le kilo de viande de mouton tourne autour de 220 francs français.

La hausse du coût de la vie est aggravée par le cycle chronique des pénuries. Le café, qui a manqué pendant deux mois à la fin de l'hiver dernier, est à nouveau à certains endroits introuvable. La tension sur les produits de grande consommation engendre inévitablement une spéculation.

Les embauches ont été interrompues dans la fonction publique. Le chômage, qui s'élevait à 16,9% de la population active en 1984, frappe 45% des citadins. Ajoutons qu'il n'existe pas d'allocation de chômage et que toute personne sans emploi resterait sans ressources si la cellule familiale n'était pas solidaire. D'autant que des licenciements commencent à intervenir dans l'administration, dans les sociétés nationales et dans les sociétés de wilayas (départements). L'Algérie, aujourd'hui trahie par le pétrole qui tirait sa croissance, connaît ainsi à bon nombre de niveaux une situation très préoccupante.

Il importe donc de percevoir clairement, par-delà le conjoncturel, qu'il s'agit d'un essoufflement profond d'une stratégie de développement reposant sur l'industrie lourde à la soviétique, la mono-exportation d'hydrocarbures, une planification ultra-centralisée, une organisation économique et sociale très hiérarchisée et autoritaire. Or il faut justement promouvoir un schéma de développement à la fois indépendant des fluctuations du marché capitaliste mondial et donc autocentré, autogestionnaire (dans des entreprises à taille raisonnable) et décentralisé, équilibré géographiquement et entre les secteurs. L'Algérie, malgré les proclamations de foi après l'indépendance, en était loin. Pas plus que la Corée du Sud (pôle opposé), elle ne constitue un modèle. Une croissance libertaire reste à inventer dans la pratique.

Willy PELLETIER  
(Gr. de Lille)





## TOUR D'HORIZON DES SQUATTS EN EUROPE

## Le mouvement à Berlin

LES mouvements de squatters diffèrent bien évidemment selon qu'ils soient de Barcelone, Amsterdam, Berlin ou Londres. Le *Monde libertaire* s'était déjà fait l'écho des problèmes que certains camarades avaient rencontrés à Amsterdam, affrontant notamment de nombreux raids fascistes préparés par des infiltrations et provocations policières.

Si le mouvement des squatts est bien vivant à Amsterdam, comme il l'est à Londres, il faut immédiatement remarquer qu'il est mort à Berlin, disparition qui s'explique autant par la répression des autorités que par une « dissolution » devant la fin imminente de ce mouvement. Cette mort correspond à l'arrêt de la parution de *Radikal* il y a deux ans de cela.

Journal du mouvement de squatters à Berlin, *Radikal* disparut au moment où il ne restait que onze maisons (dont cinq d'entre elles menacées d'expulsion immédiate) occupées à Berlin. Pour mesurer quel fut l'impact de *Radikal*, l'influence de l'anarchisme dans le milieu des squatters à Berlin, il nous faut remonter aux années précédant la fin des occupations.

## Berlin 1981...

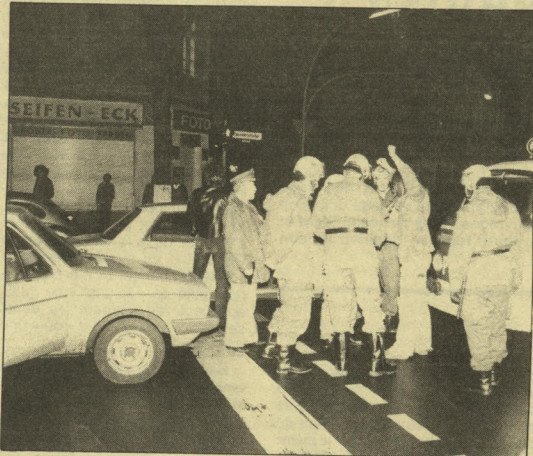
Après les premiers mois de l'année 1981, des forces importantes furent détachées par les autorités afin de détruire le mouvement berlinois car ces dernières prenaient les

occupations très au sérieux, les considérant comme une menace directe à l'égard de la propriété.

Le parti au pouvoir, le C.D.U., talonné par une hargne médiatique, obtint une certaine crédibilité en attaquant les squatters. Entre janvier et août 1981, 3 500 condamnations furent prononcées, 60 maisons furent « visitées » et 10 immeubles vidés de leurs occupants. En même temps, d'une façon plus générale, les forces de l'ordre utilisèrent de manière maximale tous les moyens répressifs mis à leur disposition. De filatures en mises sur table d'écoute, en passant par les législations d'exception, les contrôles rapprochés et à distance de la population, la compilation et le classement informatisés des données, et bien sûr les interpellations et les emprisonnements.

En juin 1981, quand le mouvement en était à son point culminant, la question vint à l'ordre du jour au conseil municipal et, chose incroyable, une foule de 50 000 personnes descendit dans la rue en soutien aux squatters. Emeutes, pillages, sabotages embrasèrent alors la ville. Le 15 septembre 1981, le général Haig vint visiter Berlin. Une manifestation de 80 000 personnes se déroula ; manifestation qui amena son cortège d'affrontements et d'emeutes.

Le jour suivant, le sénateur Lummer annonça que neuf des squatts les plus importants seraient « vidés » le 21 septembre. Des écri-



vains, des artistes et diverses personnalités se déplacèrent dans les squatts pour exprimer leur soutien, mais cela ne fut pas suffisant. Le 22, quelques mille flics anti-emeutes procédèrent aux expulsions. Lummer donna une conférence de presse revancharde et victorieuse à l'intérieur d'une maison « nettoyée ».

## ...les émeutes !

Peu de temps après, comme les révoltes recommençaient, un jeune de 19 ans (Claus Rattay) fut tué en tentant d'échapper à une charge de la police, écrasé par un autobus. Une foule énorme se rassembla et se dirigea alors vers les maisons d'où avaient été expulsés les squatters.

Il semble que cette manifestation se déroula tranquillement lorsque les forces de l'ordre, invisibles jusqu'à présent, noyèrent les squatts sous une pluie de lacrymogènes. Commença alors un déchaînement de violences jamais atteint depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (lorsque les Américains demandèrent à leur armée de maintenir l'ordre). Aux lendemains de cette nuit d'emeute, d'autres expulsions furent programmées, jusqu'à Pâques 1982. Puis, un vent de démobilitation traversa le mouvement et s'y installa.

## Berlin 1982...

Le cinéma, la station de radio pirate et le *Bezetsler Post* (hebdoma-

naire des squatters) fermèrent leurs portes. Le mouvement était déjà divisé et brisé par la politique de légalisation-criminalisation. Un peu plus de la moitié des squatters préféra accélérer la vente des squatts plutôt que de risquer une expulsion. Un nombre important de ceux qui furent légalisés (environ une cinquantaine) furent « marrons », d'autres « négociateurs » furent quand même expulsés par surprise !

Quelles qu'aient été les divergences entre squatters (« mollis », « muellis », punks ou « politiques »), ces derniers ont toujours réagi avec violence aux expulsions. Les gauchistes essayèrent d'aboutir à un règlement définitif en proposant que les squatts démobilités puissent revendre, mais cette tentative échoua quand les maisons, sous promesse de vente, furent malgré tout « vidées ». Une quinzaine de squatts, au mois d'août 1982, se sont vus recevoir un millier de policiers en uniforme anti-emeute et ce en un seul jour.

Les manifestants commencèrent à laisser la rue aux flics qui, expérience aidant, passèrent maîtres dans le contrôle et le maintien des mouvements de foule. Des essais volontaristes furent tentés en vue de faire revivre les choses du passé, telles l'organisation du festival « *Kulturschock* » fin 1982 ou encore celle d'un camp de tentes pendant l'été 1983. La fantaisie, l'imagination et

l'enthousiasme des années 80 avaient bel et bien « foutu le camp ».

Les squatters se replièrent alors vers la contre-violence, une manière de répondre à la répression policière. Les R.Z. (« *Revolutionäre Zellen* ») ou encore « *Raging Zora* » firent donc parler d'eux comme des personnes portant des coups aux banques, grands magasins, institutions, propriétés seigneuriales, sex-shop, bases américaines, etc. *Radikal* accepta R.Z. comme partie intégrale du mouvement et, en conséquence, étant le journal du mouvement, fut amené à passer leurs communiqués et débats (accompagnés de commentaires rédactionnels).

## ...et disparition du mouvement

Les R.Z., conscients et lucides sur les conditions historiques qui générèrent la R.A.F. (*Rote Arme Fraktion*) et son évolution, n'ont cessé de critiquer l'élitisme, le décalage et la paranoïa galopante des militants de cette dernière. La publication de ses communiqués a permis à *Radikal* d'influer sur le cours de R.Z., notamment sur des options moins sectaires. Ce soutien fut le prétexte à l'incarcération de Benny et Micha, à la criminalisation du journal qui fut accusé « preuve à l'appui » d'être l'organe central d'un groupe terroriste.

Malgré tout, il faut reconnaître que ce ne fut pas les arrestations et les descentes de police ou les peines de prison qui tuèrent *Radikal*, mais bien plutôt la mort du mouvement lui-même.

Aujourd'hui, le nombre de squatts diminue car la répression n'a pas cessé. Il faut tirer des analyses des résistances, projets et réalisations du mouvement des squatts de Berlin. Et s'il (le mouvement) se limite pour l'instant à des occupations en lointaine banlieue et à quelques cafés ou centres de documentation et d'informations, il existe cependant un lien passablement structuré entre ce mouvement et celui des autres capitales européennes (dont Paris). Nous aborderons la semaine prochaine la situation du mouvement des squatts à Londres, et plus généralement en Angleterre.

## Relations internationales

GRÈCE  
Dernières nouvelles

LA célébration de l'anniversaire de l'insurrection étudiante contre le régime des colonels (17 novembre 1973) s'est déroulée dans la plupart des villes grecques, commémorant la mort d'un peu plus de cinquante personnes mais également celle, plus récente, des camarades anarchistes Lakovos Kounis et Stamatina Kanellopoulou (17.11.1980), et de Mittalis Kaltezas (17.11.1985). A Athènes, la famille de Mittalis ainsi que de nombreux anarchistes, l'O.K.D.E. (organisation trotskiste), Rigasferaios (jeunesse du parti communiste de l'intérieur), et des étudiants autonomes de l'Ecole publique de la marine marchande ont déposé des fleurs à l'endroit où ce jeune fut abattu (cf. M.L. n°595, du 27 novembre 1985).

Le même jour, quelques camarades ont manifesté leur réprobation à l'endroit du Premier ministre Papandreu, déposant également des fleurs pour la commémoration des morts de 1973 à l'école Polytechnique. Plus tard, dans la nuit, quelques flics accompagnés de membres de l'Union politique nationale (groupuscule fasciste) tentèrent de retirer les fleurs déposées sur le lieu de l'assassinat de Mittalis. Un camarade les a attaqués et a été arrêté, puis conduit (en emportant les fleurs avec lui) au poste de police, pour être finalement relâché deux heures plus tard.

Le jour suivant, une cérémonie fut organisée par la famille de Mittalis au cimetière Zografou où se trouve sa tombe. Cette cérémonie terminée, quelques cinq cents camarades marchèrent dans la rue Zografou, accompagnés de drapeaux noir et rouge en appelant à la vengeance. La police était présente, toutefois elle évita toute provocation parce qu'en nombre beaucoup moins importante que nos camarades. Ce lundi 17 novembre, la traditionnelle marche se déroula sans aucun incident majeur, et y participèrent environ 2 000 anarchistes.

A La Canee, en Crète, quelques 200 camarades occupèrent l'entrée de la base aérienne de l'O.T.A.N. (sous contrôle américain) en signe de protestation à l'endroit des interventions américaines en Grèce et contre la militarisation croissante de la société.

Environ une centaine d'anarchistes, auxquels s'étaient joints des gauchistes et des membres des jeunesses du parti communiste de l'intérieur, manifestèrent à Patras jusqu'au commissariat central où ils retirèrent une couronne de fleurs déposée en souvenir des morts de 1973 par les « policiers démocratiques ».

Des tracts furent distribués dans toutes les villes grecques, tracts demandant la libération immédiate et sans condition de Kostas Petrou et Paschadis Lialiaris qui sont encore détenus sous couvert de leur prétendue participation à l'explosion d'une voiture de flics le 7 juin dernier, lors de l'occupation du campus universitaire local. Cette occupation avait été appelée en protestation de la répression policière qui avait suivi les émeutes antinucéaires à Athènes.

A cette occasion, tous les lecteurs de *Monde libertaire* sont invités à exprimer leur solidarité envers Petrou et Lialiaris en écrivant ou en envoyant des télégrammes à M. Apostolos Kaklamanis, ministère de la Justice, Zironos et Pireos street, Athens, Grèce.

Relations internationales  
(correspondance particulière)

Manifestation contre la venue du général Haig.

## FORUM-DÉBAT

Homosexualités  
et révolution

**C'**est sur ce thème, et en compagnie de Daniel Guérin, que la librairie du Monde libertaire organise samedi 6 décembre une réunion débat au 145, rue Amelot. Ce débat, bien évidemment public, débutera à partir de 16 h. Daniel Guérin est également invité ce même jour, sur Radio-Libertaire (89.4 MHz), de l'émission « Forum » de 11 h 30 à 12 h 30. Nous profitons de cette occasion pour signaler, parmi les nombreux ouvrages écrits par ce militant et historien du mouvement ouvrier, la toute récente réédition de son livre : « Les Antilles décolonisées ».

**S**i j'entreprends de rédiger ces lignes, c'est à la demande expresse du Monde libertaire, à l'occasion du forum sur le même sujet qui, en dehors de toute initiative de ma part, doit se tenir, le 6 décembre, à la librairie du Monde libertaire. Pareillement, c'est à l'instar des Cahiers du Vent du Ch'min que j'avais, fin 1983, pondu un Cahier (1), portant le même titre, ce dernier désigné, toujours expressément, par la rédaction de ladite publication. Il n'y avait donc de ma part ni prosélytisme intéressé ni hantise narcissique.

Si donc, par deux fois, on veut bien me prier d'apporter mon grain de sel dans ce débat, c'est sans doute qu'il intéresse pas mal de gens, qu'ils fussent hétéros ou homos, libertaires ou non, révolutionnaires ou pas. Alors, s'il en est ainsi, au risque de me répéter, allons-y !

Pour moi, le débat se situe à deux niveaux.

Tout d'abord, l'objectif. *Homosexualité et Révolution* ne sont pas, ne peuvent pas, être des entités incompatibles. Le seul fait non conformiste, à l'odeur de péché, à la limite du permmissible, de se satisfaire sexuellement avec des partenaires du même sexe conserve, malgré la récente révolution sexuelle, un caractère subversif de l'ordre social mettant en cause les valeurs bourgeoises fondamentales tels que la famille, la paternité, le mariage, le machisme.

Beaucoup d'eau continuera à couler sous les ponts avant que l'on renonce officiellement à voir une « perversion », un « acte contre nature ». Contester, rejeter ces préjugés si profondément ancrés, le faire ouvertement et publiquement a valeur de défi, de geste asocial, et, qu'on le veuille ou non, d'acte révolutionnaire.

Les pédés qui, par pleurerie, esquivent cette réalité ou se réfugient sous la protection du moraliste, du curé ou du flic sont des aberrants. De même, ceux qui, par une légitime répulsion à l'égard des régimes totalitaires à motivation homophobe, se refusent à admettre que l'oppression qui les accable, devrait les ranger du côté des vrais révolutionnaires, anti-autoritaires et libertaires.

Et puis voici le niveau *subjectif*. Pour ma part, je n'ai pas choisi de préférer l'amour des garçons à celui des nanas, dont l'attrait, d'ailleurs ne m'échappe nullement, car je suis, comme tout un chacun, quelque peu *bisexuel* (au surplus veuf, père et grand-père). En outre, les filles sont pour moi, à part la sexualité, des camarades de combat aussi bien sur le plan social que sur celui des oppressions spécifiques du sexe féminin. Je n'ai des velléités de jalousie à leur égard que quand elles subjugent les garçons qui m'attirent.

Mais, comme je l'ai longuement explicité dans mes écrits, l'étroite conjugaison entre mon homosexualité et mon option révolutionnaire provient du fait que, du temps de ma jeunesse, c'est la fréquentation amoureuse des jeunes mâles de condition ouvrière et populaire qui m'a fait découvrir, à moi fils ouaté de famille bourgeoise, les dures réalités de la condition prolétarienne, occultées par le mode de vie et de pensée de mes géniteurs aisés.

Ce n'est pas tant dans les livres, qu'ils fussent de Stirner, de Proudhon ou du grand Bakounine, que j'ai appris le communisme libertaire qu'au contact physique et musclé des fils de prolos.

Lecteur, je l'en prie, ne sois pas interloqué, oui, c'est bien au plumar plus que dans les bouquins que j'ai appris à être révolutionnaire. Et ce mode d'initiation, bien plus que tout autre, a rendu inaltérables, dures comme fer, mes convictions militantes. C'est ainsi que j'ai surmonté toutes les déceptions passagères de l'après-36 et de l'après-68, comme aujourd'hui de l'après-81.

Pour terminer, je voudrai, me référant à mon Cahier précité, redire toute l'aversion que m'inspire l'homosexualité des acheteurs huppés de garçons, puant de mépris pour le « gibier » masculin dont ils s'entourent et aussi pour leur hypocrisie dégueulasse avec laquelle ils camouflent leurs ébats érotiques. C'est aussi à eux que je dois, à 82 ans, de les vomir, eux et leur classe, et leur pognon.

Vive la révolution anti-autoritaire et libertaire !

Daniel GUÉRIN

(1) Daniel Guérin, « Homosexualité et Révolution », Les Cahiers, éditions du Vent du Ch'min, 25 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.



**C'**EST dur à dire, mais c'est un fait, les révolutionnaires, que ce soit à titre individuel ou collectif, ont rarement une attitude différente de celle du citoyen ordinaire par rapport à l'homosexualité (1). Au mieux, ils détournent « pudiquement » le regard et évacuent allègrement le problème en disant que l'homosexualité est « une affaire de conscience » et de vie privée ; que chacun est libre de mener sa vie sexuelle comme il l'entend ; et que la révolution n'a pas à entrer dans ce genre de considérations. Au pire, et le pire n'est pas toujours l'exception, ils n'hésitent pas à dire et à écrire que l'homosexualité constitue une perversion qu'il convient de réprimer. Et d'ordinaire, ils se contentent d'évoluer dans le clair obscur de l'insidieux, du murmure et de la condescendance, et d'évoquer la nécessité de « soigner » ce qu'ils appellent, en ricanant les dents serrées, « une maladie » ou « une déviance ».

Bref, dans la plupart des cas, le mouvement révolutionnaire véhicule gaillardement les stéréotypes

d'être sur des positions de classe différentes de celles de leur classe d'origine. Et puis, le prolétariat, dont ils dénoncent l'exploitation et au sein duquel ils luttent pour changer la situation présente, n'est pas plus révolutionnaire, chromosomiquement parlant, que les homosexuels. Alors ?

## Infra ou super ?

Alors, peut-être, l'explication centrale se situe-t-elle à un autre niveau ? Dans la conception même de la révolution ? Dans une vision très économiste et très mécaniste du changement social ? Dans la croyance du primat de l'économique ou du politique sur le social et le quotidien ? Dans l'analyse toute de hiérarchies, de superstructures, d'infrastructures... de la réalité sociale présente ? Dans une stratégie privilégiant certaines luttes prétendues infrastructurelles et donc principales par rapport à d'autres, prétendues, superstructurelles et donc secondaires ? Dans l'impuissance à penser l'aliénation et sa destruction en terme de globalité,

c'est-à-dire en termes de non-hiérarchisation de l'espace-temps du changement ?

Bref, l'étrangeté de l'attitude du mouvement révolutionnaire par rapport à l'homosexualité ne pose-t-elle pas des questions auxquelles on ne pourra pas toujours éviter de répondre ? Ne traduit-elle pas la même incapacité à intégrer les luttes des femmes, des enfants... et d'une manière générale toutes les luttes dites secondaires, qui sillonnent le quotidien en tous sens ? N'exprime-t-elle pas une difficulté certaine à transformer la vie tout de suite, ici et maintenant, sans attendre les lendemains prétendument chantants d'un pseudo hypothétique grand soir, dont on ignore plus désormais les tragiques petits matins blêmes ?

J.-M. Raynaud

\* In « Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations », Raoul Vaneigem, éditions Gallimard, 65 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(1) Homosexualité est ici employé au singulier par commodité de langage, mais cela va de soi qu'il n'y a pas une mais des homosexualités.

« Ceux qui parlent  
de révolution...

...sans faire référence à la vie quotidienne (...),  
ceux-là ont dans la bouche un cadavre. » \*

de pensée et d'attitude du système qu'il combat.

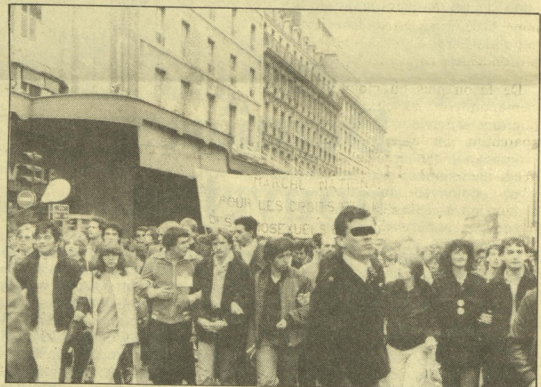
Stéréotype...  
quand tu nous tiens !

Mais comment diable cela est-il possible ? Le mouvement révolutionnaire ignorerait-il que l'être humain n'est jamais ni complètement mâle ni jamais complètement femelle et que sa sexualité relève non du choix mais du hasard d'une dominante qui n'exclue jamais l'ambivalence ? Serait-il incapable de penser la sexualité autrement qu'en termes de « norme » et de « déviance » ? Serait-il aveugle devant une réalité qu'il conviendrait à l'évidence d'appréhender en terme de libre fédération des différences ? Serait-il sourd à la détresse et à l'oppression d'êtres humains qui, dans le contexte social actuel, ont du mal à vivre « en paix » leur spécificité ?

On s'en doute l'explication de l'attitude du mouvement révolutionnaire par rapport à l'homosexualité n'est ni simple ni une. En premier lieu, on peut supposer que le mouvement révolutionnaire est « victime » de la réalité sociologique dans laquelle il baigne. C'est bien connu, on a beau être révolutionnaire cela n'empêche pas d'être né quelque part et de trimballer partout avec soi les valises de son éducation. Et comme le mouvement révolutionnaire est composé d'une majorité d'hommes nés quelque part, comment s'étonner de sa propension à reproduire les valeurs dominantes du patriarcat ambiant ? Dur... mais incontournable !

De plus, l'homosexualité n'étant nullement un brevet de révolution et reproduisant allègrement en son sein les valeurs dominantes dont elle victime, les révolutionnaires font preuve à son encontre d'une certaine méfiance.

Mais ne s'agit-il vraiment que de cela ? Car après tout, les révolutionnaires qui se battent pour une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme sont également, pour un bon pourcentage d'entre eux, issus de milieux sociaux « favorisés » et cela ne les empêche pas



## NOTE DE LECTURE

« Les Antilles  
décolonisées »  
de Daniel Guérin

**A**L'HEURE où le fracas des explosions vient fort à propos jeter quelques notes discordantes dans les flons-flons et les ron-rons médiatiques qui se sont fait jour dernièrement à propos de l'arrivée de la course du Rhum, la réédition du livre de Daniel Guérin *Les Antilles décolonisées* (1) tombe à pic.

Dans ce livre, en effet, non seulement l'auteur nous décortique la réalité économique, politique, sociale, culturelle du colonialisme qui sévit aux Antilles françaises, britanniques... mais de plus, et c'est sûrement son intérêt majeur, il nous fait découvrir l'amorce de ce qui pourrait être une véritable perspective pour l'avenir d'Antilles décolonisées : la confédération.

Aujourd'hui encore, la plupart de ceux qui luttent contre le colonialisme français, britannique ou autre, aux Antilles en sont toujours à prôner une stricte indépendance nationale et à s'enfermer dans l'illusion de la possibilité d'indépen-

dance pour des micros espaces et des micros groupes humains. Rares sont ceux qui, comme Daniel Guérin, ont compris l'unité profonde des Antilles tant au plan géographique, économique, politique ou culturel. Et c'est bien dommage ! Car c'est une évidence : l'histoire passée et présente militent en faveur de l'union dans la complémentarité des autonomies et des différences. Aux Antilles. Comme ailleurs !

Aimé Césaire, qui a écrit la préface de ce livre, ne s'y est d'ailleurs pas trompé en expliquant « qu'il rendra un précieux service à une cause dont il reste à convaincre les Antillais eux-mêmes qu'elle mérite d'être servie : la cause antillaise. »

Ce livre est à lire et à relire pour quiconque ne désespère pas de parcourir les espaces infinis de l'avenir avec autre chose aux pieds que les galoches rugueuses du passé.

J.-M. RAYNAUD

(1) Daniel Guérin, « Les Antilles décolonisées », éditions Présence Africaine.

## LITTÉRATURE

## Stig Dagerman, écrivain anarchiste

PEU de gens savent que le célèbre écrivain suédois était aussi un anarchiste. Stig Dagerman, né en 1923, est l'auteur de plusieurs chef-d'œuvre de la littérature comme *Le Serpent* ou *L'Enfant brûlé* (1). Appartenant à une génération qui a connu la neutralité suédoise pendant la Seconde Guerre mondiale, il exprime une profonde angoisse jointe à un sentiment de culpabilité. Une partie de son œuvre est un peu une réponse au prétendu « miracle suédois ». Dagerman était aussi anarcho-syndicaliste. Son père l'avait très tôt amené aux réunions du mouvement et son beau-père appartenait au mouvement anarchiste allemand. Mais, cette filiation n'est pas la seule raison de son engagement : « Dagerman était anarchiste. Il est temps que l'on accepte, en

France, cette vérité sur laquelle on a plus ou moins fermé les yeux jusqu'à maintenant. Et pas un "anar" opportuniste, prêt à retourner sa veste à la vue de la première médaille en chocolat. Non, un anarchiste viscéral, comme on dit. Convaincu, militant. C'est dans le cadre du mouvement de jeunesse des anarchistes suédois qu'il fit ses premières armes de journaliste et d'écrivain. » (2).

A partir de 1941, il participe à la rubrique culturelle du quotidien anarcho-syndicaliste *Arbetaren*, organe de la Sveriges Arbetaren Central Organisationen (S.A.C.). Il y collaborera jusqu'à sa mort. « *Arbetaren* inaugure sa page culturelle sans aucune illusion mais, malgré tout, dans l'espoir de réussir, une fois de temps en temps, à troubler le calme parfait de la

mare aux canards au moyen d'un pavé juste assez agressif » (2).

Doté d'une profonde sensibilité, Dagerman balancera entre son pessimisme littéraire et son rêve de fraternité. Finalement, il se suicidera en 1954, en pleine célébrité. Il nous reste son œuvre, presque complète en français et un dossier réalisé par la revue *Plein Chant* (2), d'où nous tirons quelques extraits. Ils montrent que son talent de romancier n'avait d'égal que son engagement.

YVES (Florès-Magon)

(1) Collection *L'Imaginaire*, éditions Gallimard.  
(2) « *Plein Chant* » n°31.

## « L'anarchisme et moi »

LES détracteurs de l'anarchisme ne se font pas tous la même idée du danger idéologique que représente celui-ci et cette idée varie en fonction de leur degré d'armement et des possibilités légales qu'ils ont d'en faire usage. Tandis qu'en Espagne, entre 1936 et 1939, l'anarchisme était considéré comme si dangereux pour la société qu'il convenait de lui tirer dessus des deux côtés (en effet, il n'était pas seulement exposé, de face, aux fusils allemands et italiens mais aussi, dans le dos, aux balles russes de ses « alliés » communistes) ; l'anarchiste suédois est considéré dans certains cercles radicaux, et en particulier, comme un romantique impénitent, une sorte d'idéaliste de la politique aux complexes libéraux profondément enracinés.

De façon plus ou moins consciente, on ferme les yeux sur le fait, pourtant capital, que l'idéologie anarchiste, couplée à une théorie économique (le syndicalisme) a débouché en Catalogne, pendant la guerre civile, sur un système de production fonctionnant parfaitement, basé sur l'égalité économique et non pas sur le nivellement mental, sur la coopération pratique sans violence idéologique et sur la coordination rationnelle sans assassinat de la liberté individuelle, concepts contradictoires qui semblent malheureusement être de plus en plus répandus sous forme de synthèses.

Afin, pour commencer, de réfuter une variété de critique anti-anarchiste qui est souvent le fait de gens qui confondent leur pauvre petit fauteuil de rédacteur avec un baril de poudre et qui, à la lumière, par exemple, de quelques reportages sur la Russie, pensent détenir le monopole de la vérité sur la classe ouvrière et sur ses conditions, j'ai l'intention dans les lignes qui suivent, de m'attarder sur cette forme d'anarchisme qui est connue, en

particulier dans les pays latins sous le nom d'anarcho-syndicalisme et s'y est révélée d'une parfaite efficacité non seulement pour la conquête de libertés jadis étouffées, mais également pour la conquête du pain.

Le critère de l'anomalie d'un système social, ce n'est pas seulement une injustice révoltante dans

la répartition de la nourriture, des vêtements et des possibilités d'éducation, il faut aussi que soit bien établi le fait qu'une autorité temporelle qui inspire la peur à ses administrés doit être l'objet d'une méfiance salutaire. Les systèmes basés sur la terreur, comme le nazisme, révèlent certes instantanément leur nature par une brutalité physique qui ne connaît pas de bornes, mais une réflexion un peu plus approfondie amène vite à comprendre que les systèmes étatiques les plus démocratiques eux-mêmes font peser sur le commun des mortels une charge d'angoisse que ni les

terre et l'U.R.S.S., est déjà suffisante pour justifier que l'on qualifie leur régime respectif d'inhumain. Il semble que pour les régimes autoritaires, aussi bien démocratiques que dictatoriaux, les intérêts de l'Etat soient peu à peu devenus une fin en soi devant laquelle a dû s'effacer le but originel de la politique : favoriser les intérêts de certains groupes humains. (...)

Il doit donc pouvoir être établi que l'Etat démocratique de l'époque contemporaine représente une variété tout à fait nouvelle d'inhumanité qui ne le cède en rien aux régimes autocratiques des époques précédentes. Le principe « *diviser pour régner* » n'a certes pas été abandonné mais l'angoisse résultant de la faim, l'angoisse résultant de l'inquisition sociale a, au moins en principe, dû céder la place, en tant que moyen de souveraineté dans le cadre de l'Etat-providence, à l'angoisse résultant de l'incertitude et à l'incapacité dans laquelle se trouve l'individu de disposer de l'essentiel de son destin. (...)

La psychologie sociologique doit se donner pour tâche de détruire le mythe de l'« efficacité » du centralisme : la névrose, causée par le manque de perspective et par l'impossibilité d'identifier sa situation dans la société, ne peut être contrebalancée par des avantages matériels purement apparents. L'éclatement de la macro-collectivité en de petites unités individualistes, coopérant entre elles mais par ailleurs autonomes, que préconise l'anarcho-syndicalisme, est la seule solution psychologique possible dans un monde névrosé où le poids de la superstructure politique fait chavirer l'individu. L'objection selon laquelle la coopération internationale serait entravée par la destruction des différents Etats ne résiste naturellement pas à l'analyse ; car personne ne pourrait oser soutenir que la politique étrangère menée sur le plan mondial, par les différents Etats ait contribué à rapprocher les nations les unes des autres.

Stig DAGERMAN  
(1946)



C.L.T

fantômes ni les romans policiers n'ont la moindre chance d'égal.

## « La littérature prolétarienne en Wallonie »

L'ÉDITION de ce livre vient combler nos lacunes sur un mouvement littéraire peu connu. On y trouve un historique montrant l'influence de la littérature prolétarienne française et de son animateur, Henry Poulaille. Toutefois les écrivains wallons critiqueront celui-ci, lui reprochant un manque d'engagement politique. Malgré cette rupture, ils ne réussirent pas à gagner le prolétariat à leurs idées. Après la stagnation, puis la guerre, un sursaut eut lieu vers 1954-1955. La revue *Le musée du soir* tenta, par exemple, de rassembler des auteurs.

Cet historique est suivi de deux textes. Celui d'Hector Clara (*Nos haras inconnus*) décrits les chevaux utilisés dans les mines. Quant à *La peur* de Charles Nisolle, c'est une suite de tableaux sur les mineurs, remarquablement dépeints.

Pas de gaité dans ces textes, mais jamais de misérabilisme. Aux modes littéraires, ils préfèrent le langage simple de la sincérité ; une raison pour recommander ce livre.

YVES (Gr. Florès-Magon)

« *La littérature prolétarienne en Wallonie* », éditions *Plein-Chant*, 54 F, en vente à la librairie du *Monde libertaire*.

Nous nous souvenons tous de ces gros titres noirs et terrifiants dans les journaux, à l'époque de Munich — combien de névroses n'ont-ils pas sur la conscience ! —, mais la guerre des nerfs que les maîtres du monde sont en train de mener en ce moment même contre la population du globe, au moyen de l'Assemblée générale de l'O.N.U., n'est pas moins raffinée. Laissons de côté ce qu'a d'inadmissible le fait qu'une poignée de délégués puisse jouer avec le sort d'un bon milliard d'êtres humains sans que personne trouve cela révoltant mais qui dira à quel point est horrifiant et barbare, du point de vue psychologique, la méthode selon laquelle sont réglées les destinées du monde ? La violence psychique qui semble être le dénominateur commun de la politique que mènent des pays par ailleurs aussi différents que l'Angle-

## Programmes de Radio-Libertaire

Judi 4 décembre

« *Blues en liberté* » (10 h à 12 h) : le piano entre les deux guerres, et les prolongements dans le blues moderne.  
« *Femmes libres* » (12 h à 14 h) : on se souvient de May Picqueray...  
« *Paris au ras des pavés* » (19 h 30 à 20 h 30) : petites et grandes histoires de Paris... l'eau du XIX<sup>e</sup> siècle à aujourd'hui.  
« *L'Amarante* » (20 h 30 à 22 h) : les démenagements... comment se faire emballer ?  
« *Jazz en liberté* » (22 h 30 à 3 h) : diffusion en différé du Festival des musiques mutantes au T.L.P., avec Last Exit, Siegfried Kessler, Henri Bourde, Mal Waldran et Chico Freeman.

Vendredi 5 décembre

« *Et les croissants, bordel !* » (8 h à 10 h) : revue de presse, musiques et informations...  
« *Bonjour l'Asie* » (10 h à 12 h) : la saga de la cithare chinoise (suite) et récits de voyages.  
« *H. comme hasard* » (12 h à 14 h) : réflexions autour d'un trou...  
« *L'Invité quotidien* » (19 h à 21 h) : avec la L.D.H., la campagne menée par des organisations humanitaires contre l'apartheid et la présence de Total en Afrique du Sud.  
« *Regards sur...* » (21 h à 22 h 30) : dossiers militants animés par le groupe Malatesta de la F.A., la Sécurité sociale.

Samedi 6 décembre

« *Forum* » (11 h 30 à 12 h 30) : homosexualités et révolution, avec Daniel Guérin.  
« *Chronique syndicale* » (12 h 30 à 14 h 30) : Solidarnosc aujourd'hui, l'actualité syndicale.  
« *01 Anarchie* » (16 h à 17 h 30) : technologies modernes, avec comme invité Norbert Alter.

Dimanche 7 décembre

« *Matinée anticléricale* » (10 h à 12 h) : la foi qui tue, avec Bernard Oudin.  
« *Folk à lier* » (12 h à 14 h 30) : spécial « country music U.S.A. ».

Lundi 8 décembre

« *Allo maman bobo* » (18 h 30 à 20 h 30) : les maladies dégénératives.

Mercredi 10 décembre

« *Sens interdit* » (17 h 15 à 18 h 30) : le professeur Gros, ancien directeur de l'Institut Pasteur, à propos de son livre « *Les secrets du gène* ».  
« *Humeurs* » (18 h 30 à 20 h 30) : toujours les difficultés de la langue française, et une dictée en prime !



## Universités : mouvement et perspectives

(suite de la p. 3)

pas que cela se produira ainsi car la base continue de pousser. Même si la grève retombait, les liens et la faculté d'auto-organisation créés pendant cette grève persisteront. Et donc le travail d'information quant à l'évolution de l'examen du projet à l'Assemblée nationale continuera de se faire, à mon sens, hors des structures syndicales.

— M.L. : *On peut parler aussi de l'apolitisme dont on qualifie ce mouvement, ainsi que des manières dont vous entendez gérer ces grèves.*

— Christophe : L'apolitisme revêt deux aspects. D'une part, il y a le refus des organisations et des tractations politiciennes. C'est en même temps un mouvement contrôlé par la base, très vigilante sur un certain nombre de manipulations possibles, et un mouvement avec une démarche politique.

Il y a un autre point important et plus compliqué à saisir. C'est vrai qu'il est apolitique au niveau du refus des différentes idéologies, même si l'on se réclame d'un certain nombre de valeurs comme l'égalitarisme, la lutte contre la sélection, etc. C'est donc un apolitisme intéressant à regarder, qu'il faudra étudier plus tard lorsqu'on aura pris un peu de recul. Pour ce qui est de la poursuite de la grève à Jussieu, les assemblées d'U.F.R. ont discuté des occupations de locaux la nuit. Il y a eu un vote à l'unanimité moins une U.F.R. Cette grève avec occupation a eu lieu et, à partir de lundi, un certain nombre de systèmes d'anim-

tion et de préparation des nuits de veille (bouffe, musique, etc.) seront mis en place. C'est un niveau supérieur de la mobilisation.

— M.L. : *Il y a encore une question que j'aimerais vous poser. Maintenant que le projet de loi est ajourné, comment voyez-vous la gestion et la poursuite du mouvement après la manifestation nationale du 4 décembre ?*

— Christophe : Il faut d'abord souligner le fait que d'avoir repoussé l'examen du projet de loi est une étape importante. Dans les faits, l'attitude des enseignants peut être déterminante si eux aussi appellent à la grève. Il y en a encore beaucoup qui tentent de poursuivre leurs cours. Il faudra peut-être prévoir d'autres formes de mobilisation. Certaines propositions à Jussieu sont restées jusqu'à présent en sommeil. Il avait été proposé, par exemple, que tous les étudiants de France se fassent enregistrer à l'A.N.P.E. Il est surtout nécessaire de conserver le type de structures qu'il y a dans les faits actuellement.

— Philippe : Il est sûr que nous devons exploiter ce premier recul du gouvernement. C'est la première fois qu'il recule sur un projet de loi et c'est essentiel pour la poursuite de la mobilisation.

Quant à la manif du 4 décembre, un point important est que, contrairement à celle du 27 novembre, ce sera une manifestation nationale à Paris avec la participation de toute la communauté enseignante, aussi bien les enseignants que le personnel A.T.O.S. (administratifs, tech-

nicien, ouvriers et de service). Cette manif aura pour but de démontrer que la majorité de la communauté universitaire est opposée à ce projet de réforme. A notre avis, le gouvernement sera dans une position intenable en voulant imposer une réforme à des gens qui n'en veulent pas.

— Pierre : Je pense qu'il faut effectivement continuer de maintenir la mobilisation du côté des lycéens et des étudiants, l'étendre à toute la communauté universitaire, et si l'on ne peut pas tenir jusqu'au moment où sera voté le projet à l'Assemblée nationale, finir la mobilisation dans un feu de joie. Il faudra tenter des actions d'éclat, une paralysie totale de l'Education nationale pour bien démontrer la détermination du corps enseignant et universitaire dans sa majorité.

— Jean-Christophe : Je n'aurais pas tout à fait la même analyse. Que signifie pour le gouvernement une défaite sur le projet de loi Devaquet ? Cela signifie qu'un groupe social quel qu'il soit, lorsqu'il est capable de se mobiliser, peut faire reculer un gouvernement. Poursuivant d'une manière plus radicale ce que la gauche a mis en place, les enjeux sont énormes. S'il perd sur la loi Devaquet, peut-être perdra-t-il sur la Sécurité sociale, actuellement en débat. La seule solution pour gagner contre Devaquet est de commencer à élargir le débat. Il faut développer le rapport de force dans la population. (...)

Propos recueillis par Denis et Gérard (Gr. Sabate)

## PRISONS

### Les murs de la honte

**A** PRÈS avoir fait dans le « Ça m'suffit » aux fissures légendaires et dans des avions qui reniflaient mieux le pognon que le pétrole, le triste Chalandon — qui ne connaît décidément les prisons que de l'extérieur — se propose aujourd'hui, en bon libéral qu'il est, de privatiser les taules.

Cela fait bien évidemment gueuler les braves matons syndiqués qui me semblent être de la même engeance que ceux qui protestent quand il y a une baisse de production dans les usines d'armement ou pas assez de boulot dans l'industrie nucléaire.

Quant à la gauche bien-pensante, elle, qui en son temps, ne supprimait les Q.H.S. que pour recréer aussitôt et en douce une autre prison dans la prison, elle s'émuet de ce projet du ministre de la Justice qui est pourtant dans la lignée honteuse de toutes les politiques d'enfermement des individus. Car, en fait, qu'elles soient privées au main de quelques entrepreneurs verveux ou publiques aux mains d'un Etat de juges ou de flics, les prisons resteront toujours construites des murs de la honte.

On sait l'horreur des taules américaines où tortures et assassinats sont monnaie courante, ou des camps de détention soviétique où on psychiatrie l'opposant. Des taulards ou d'anciens détenus comme Serge Livrozet, Jacques Lesage de la Haye, Roger Knobelpiess ou même Jacques Mesrine ont raconté que l'univers carcéral en France n'était pas vraiment rose.

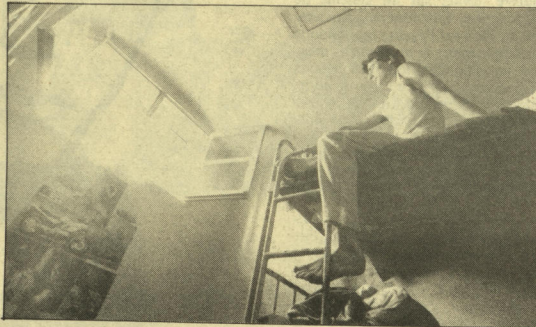
Il va sans dire qu'on trouve dans les prisons françaises plus de

gens venant des banlieues ouvrières que des beaux quartiers de Neuilly. Et comme nous le rappelle encore récemment Claude Guillon dans sa très percutante « Lettre ouverte à un terroriste » quelques centaines de prisonniers politiques croupissent dans les cellules de la République. Il n'y a pas si longtemps — au début de l'année —, on a pu voir comment un paysan breton opposé à un remembrement avait été interné un peu arbitrairement dans un asile psychiatrique.

La France n'a rien à envier au système américain ou aux démocraties populaires. Ici comme ailleurs, les asiles et les prisons servent à la même chose... A la destruction physique et psychique de ceux qu'on enferme, à leur castration. La contestation dans les taules est toujours une révolte extrême. Aller sur les toits chercher un peu de liberté, en sachant que les flics vont prendre plaisir à vous descendre comme des chiens au milieu du silence total de l'opinion publique !

Et puis, à côté de cela, combien de détenus à bout qu'on retrouve pendus dans leur cellule. La mort comme dernière évasion ! La prison tue et peu m'importe de savoir comment et avec quel fric le directeur va gérer son entreprise de merde. Le débat qui doit nous occuper, nous, anarchistes, c'est celui de la suppression des prisons et de la destruction des murs. Comme l'écrivait en 1925 nos amis surréalistes : « Ouvrez les prisons, licenciez l'armée, il n'y a pas de crime de droit commun ».

DIOGÈNE



## Antimilitarisme : mise au point

**D** EPUIS 1959, la défense repose sur deux idées forces : d'une part, elle se définit comme l'ensemble des activités (civiles ou non) qui permettent à l'Etat d'augmenter sa capacité de résistance face à des menaces d'ordre externe (ou interne), d'où l'importance du secteur militaire-industriel ; d'autre part, l'Etat de défense est rendu permanent avec différents degrés (de la mise en garde à l'état de guerre), les protocoles d'accord entre l'armée et les autres ministères visant à faire intérioriser par la population l'esprit de défense.

### Consensus national

Pour cela, l'armée et donc le service national ont été réorganisés de façon à : 1. Mettre en place une force de frappe nucléaire tricolore et une capacité d'intervention rapide dans les ex-colonies où se

perpétue une domination économique et politique. 2. Maintenir l'idée de l'autorité de l'armée, de l'Etat ; en effet, la dissuasion nucléaire met les habitants en position d'otages ; pour poursuivre cette stratégie, il faut donc établir un fort consensus national derrière l'armée et n'admettre aucune contestation.

Naturellement, les pouvoirs cherchent à faire accroire que ce consensus transcende tous les antagonismes sociaux. Ceci explique la violence avec laquelle sont poursuivis les réfractaires, qui remettent en cause ce consensus, et plus généralement ceux qui luttent pour une transformation radicale des rapports sociaux. Ceci explique aussi que, mis à part la soupe de sécurité individualiste que constitue la réforme, les lois sur le recrutement ne permettent de choisir qu'entre la soumission au service armé, la soumission à l'« aide technique »... et la soumission au service civil.

Parce que nous voulons une société libre, égalitaire et fraternelle, et que par conséquent voulons combattre collectivement les différentes formes de soumission à l'autorité, d'exploitation économique ou militaire, parce qu'enfin nous dénonçons à l'Etat tout pouvoir sur nos vies, nous sommes insoumis.

### Vivre comme nous pensons...

Qu'on ne se méprenne pas, l'antimilitarisme ne saurait être ni un aménagement du service national, ni le passage à une armée de métier déjà sérieusement avancée, ni la recherche d'un autre type de défense ; ainsi, objecteurs de conscience, nous voulons non seulement nous obéir à aucun ordre exigeant de nous d'utiliser la violence, mais aussi dénoncer la militarisation au quotidien, les oppressions de toutes sortes, le nationalisme, le racisme...

et ceci sans contrepartie sous la forme d'un quelconque service, fut-il civil, tant il est vrai que reconnaître ce service à l'Etat reviendrait à payer pour ses opinions.

De façon annexe, il apparaît clair que le service civil tel qu'il est conçu est d'une idéologie pétainiste identifiée aux T.U.C. et autres T.I.G., bafoquant de plus les droits du travail les plus élémentaires et n'apportant aucune contribution concrète à la lutte contre la militarisation.

L'objection, nous la voudrions « brèche ouverte dans les remparts du militarisme » et non répli foetal dans une association quelconque ; et, préférant vivre comme nous pensons, plutôt que penser comme nous vivons, c'est dans l'insoumission que nous prétendons construire la résistance à la militarisation.

Nous ne sommes pas naïfs au point de croire que notre objection pure et simple puisse être acceptée

par les tenants du pouvoir, les dizaines de procès qui ont lieu actuellement contre les réfractaires prouvent le contraire ; nous ne croyons pas plus à la justice qu'à toujours son montrer sa solidarité avec les oppresseurs ; et si nous sommes présents aux procès, c'est afin de ne pas nous laisser condamner sans réagir et de rappeler comme le proclame hypocritement le préambule de la Constitution que « la liberté et la résistance à l'oppression sont des droits naturels et imprescriptibles ».

### Frédéric ARENOU

Frédéric Arenou passe en procès le jeudi 11 décembre, à 14 h, à la 10<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris sous l'inculpation d'insoumission en temps de paix. Pour tout soutien : être présents nombreux à l'audience ; envoyer des lettres ou télégrammes au président Malergue, Palais de Justice, 4, boulevard du Palais, 75001 Paris ; demander en solidarité son statut d'objet (ou d'objection) de conscience ou sa co-occupation (N.d.R.).